

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 06/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIGERIENNE GRANULATS (carrière)

La Ballastière
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : n°94/2023
Code AIOT : 0010003590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement LIGERIENNE GRANULATS (carrière) implanté Haut de la Justice 45110 Châteauneuf-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité du site selon les règles antérieures au 1er juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGERIENNE GRANULATS (carrière)
- Haut de la Justice 45110 Châteauneuf-sur-Loire
- Code AIOT : 0010003590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ligérienne Granulats est spécialisée dans l'extraction et le traitement de granulats alluvionnaires et de roches massives. Elle exploite depuis 1995 la carrière de Châteauneuf sur Loire. Cette activité était réglementée par l'arrêté préfectoral du 23 juin 2017 qui autorisait la société LIGERIENNE Granulats à exploiter la carrière située au lieu dit « Haut de la Justice » pour une durée de 4 ans. La durée d'autorisation a été ensuite prorogée jusqu'au 30 novembre 2022 par arrêté

préfectoral du 12 août 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité
- Réaménagement du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédure de Cessation d'activité	Code de l'environnement du 25/05/2022, article R512-39-3	/	Sans objet
2	Mise en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.1	/	Sans objet
3	Réaménagement général du site	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.2	/	Sans objet
4	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.3.1	/	Sans objet
9	Réaménagement du site-Zone Ouest	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.2	/	Sans objet
10	Réaménagement du site-zone Est	Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Point N° 1 : Procédure de Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/05/2022, article R512-39-3
Thème(s) : Risques accidentels, Cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p>

<p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p>
Constats : L'inspection ne relève pas de problème sur ce point.
<p>Observations : La société Ligérienne Granulats exploite depuis 1995 une carrières de sables rouges sur la commune de Chateauneuf-sur-Loire au lieu-dit « Haut de la Justice ».</p> <p>Cette activité est régie par l'arrêté préfectoral du 23 juin 2017, modifié par les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires du 12 août 2021 et du 9 janvier 2023. L'autorisation d'exploiter est arrivée à échéance le 30 novembre 2022.</p> <p>Par courrier du 25 mai 2022, l'exploitant a déclaré à Madame la Préfète du Loiret la mise à l'arrêt définitif de la carrière située au lieu-dit « le Haut de la Justice » à Châteauneuf-sur-Loire. Cette déclaration est accompagnée d'un mémoire de cessation d'activité présentant l'ensemble des aménagements réalisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point N° 2 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, évacuation des matériels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.</p> <p>Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.</p> <p>Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site. [...]</p>
Constats : L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.
Observations : Lors de la visite du 24 janvier 2023, l'inspection a pu constater que les terrains ont été libérés de toutes les infrastructures (chemin). Aucune installation ou dépôt n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point N° 3 : Réaménagement général du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, But de la remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le but de la remise en état est la reconstitution d'un sol et la végétalisation des surfaces</p>

décapées, le talutage des fronts de taille pour obtenir une pente régulière ainsi que la végétalisation des pentes et du fond de la carrière en espace prairial et en boisement. [...]
Constats : L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.
Observations : Lors de la visite du 27 janvier 2023, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none"> • le site avait été débarrassé de toute structure n'ayant plus d'utilité ; • Les talus du bord de la zone d'extraction ont été sécurisés notamment pas le remblaiement avec des matériaux et l'aménagement en pente moins verticale; • Les remblaiements ont été finalisés et l'ensemble du site est désormais recouvert de terre végétale ; • Les plantations d'arbres ont été également réalisées sur les zones prévues sur le plan annexé à l'arrêté ; • Une zone plane et non plantée est présente au centre de l'ancienne zone d'extraction (espace prairial).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point N° 4 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, 1.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, aires de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de circulation provisoires et les aires de travail doivent être décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouvertes de terre végétale.
Constats : L'inspection ne relève pas de problème sur ce point.
Observations : Les voies d'accès aux zones d'extraction ont bien été décapées et remblayées avec de la terre végétale puis ensemencées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point N° 5 : Réaménagement du site-Zone Ouest

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.2.
Thème(s) : Réaménagement de la zone Ouest :
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Sur la zone Ouest :</u> Le fond de fouille sera remblayé par des inertes extérieurs sur une épaisseur moyenne d'1 mètre. Localement, cette épaisseur pourra être augmentée à 3 mètres afin d'assurer la mise hors d'eau des terrains. Les talus bordant l'excavation seront constitués d'inertes extérieurs jusqu'à obtenir des pentes régulières voisines de 30°. La zone d'accumulation des eaux en point bas de la zone Ouest est conservé. En marge de cette zone en eau seront constituées des berges à pente très douce pouvant être submergées en période de forte pluviosité et peu à peu découvertes par temps plus sec. La zone submersible sera présente sur une surface au moins égale à la surface en eau. A cette fin, il sera procédé au retrait d'une partie des matériaux de comblement qui ont été régalez autour du point d'eau. Sur le pourtour de la zone en eau permanente, sera constitué par retrait des matériaux en place,

<p>un haut-fond dont la cote sera calée à un niveau d'environ moins 0,8 m par rapport à l'exutoire (fossé) de la zone en eau.</p> <p>Ce haut-fond sera submergé par les eaux de la pluviométrie hivernale et progressivement découvert au retrait des eaux. Il constituera ainsi une zone humide fonctionnelle pour la faune. L'ensemble représentera une surface d'environ 2 500 m², répartie pour un quart en zone en eau permanente et aux trois quarts en haut-fond potentiellement découvert à l'été.</p> <p>Un espace d'au moins 10 m sera conservé entre la mare et les plantations pour éviter un trop fort ombrage.</p> <p>Des matériaux graveleux assez grossiers (20/100) devront être régalés sur au moins les deux tiers de la surface submersible en hiver afin de limiter un trop fort développement de la végétation de créer des conditions favorables pour le développement des insectes aquatiques (caches, support de pontes) et l'installation éventuelle du Petit Gravelot (nid installé sur des zones graveleuses).</p> <p>En complément, des caches pourront être constituées pour les amphibiens par des amas pierreux et des enchevêtrements de bois morts.</p> <p>Les talus feront l'objet suivant les secteurs d'un reboisement ou d'une végétalisation par ensemencement de graminées.</p>
Constats : La remise en état est conforme au plan des dispositions de l'arrêté préfectoral.
<p>Observations : Lors de la visite du site réalisée le 27 janvier 2023, l'inspection a constaté que les terrains de la zone Ouest forme une cuvette avec en périphérie des talus en pente douce. Les terrains sont hors d'eau à l'exception d'une zone située à l'est. Ces terrains sont couverts d'une terre végétale enherbée.</p> <p>Les talus bordant l'excavation seront constitués d'inertes extérieurs jusqu'à obtenir des pentes régulières voisines de 30°.</p> <p>La zone d'accumulation des eaux en point bas de la zone Ouest a bien été conservée.</p> <p>Cette zone humide est constituée d'une zone en eau avec une profondeur importante et une berge ouest en pente très douce, submergée le jour de la visite (zone humide).</p> <p>La profondeur maximale de la zone en eau est d'environ 1 m. Le jour de la visite le fossé exutoire n'était pas en eau.</p> <p>L'ensemble représente une surface d'environ 2 500 m². La mare est bordée au sud est d'une zone plantée d'arbres. La berge nord ouest est bordée par une prairie.</p> <p>Des matériaux graveleux assez grossiers ont été régalés coté zone humide pour créer un biotope favorable à la nidification du petit gravelot.</p> <p>Une grande partie de la surface a fait l'objet d'une plantation d'arbustes de différentes espèces (essentiellement les talus entourant la zone centrale réaménagée en prairie naturelle).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point N° 6 : Réaménagement du site-zone Est

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2021, article 1.4.2.
Thème(s) : Réaménagement de la zone Est :
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Sur la zone Est :</u></p> <p>Le remblaiement se fera sur une épaisseur allant jusqu'à 4 mètres suivant les zones et la topographie objectif.</p> <p>Les talus bordant la plate-forme de traitement et la station de transit seront également réalisés à partir de matériaux inertes jusqu'à obtenir des pentes voisines de 45°.</p>

<p>Une mare sera maintenue afin de conserver les potentialités écologiques. D'une surface de 450 m², ses berges seront modelées en pentes douces à partir de la terre végétale stockée sur site. La végétalisation des talus aménagés en bordure est de la plate-forme de traitement et la station de transit s'effectuera de manière spontanée.</p> <p><u>Le reboisement :</u> Le reboisement doit être conforme aux termes de l'arrêté de défrichement délivré le 29/12/1994 et comprendre notamment une surface de 13 ha à reboiser. Il est réalisé conformément aux prescriptions de l'article 1.4.3.4 du présent arrêté.</p> <p>Le merlon présent au nord de la zone Est sera conservé.</p>
<p>Constats : La remise en état de la zone Est est conforme au plan et dispositions des arrêtés préfectoraux.</p>
<p>Observations : La zone Est a fait l'objet d'une plantation d'arbres sur quasiment l'ensemble de la surface. Seuls les abords de la zone humide n'ont pas été plantés. Les zones périphériques ont bien été aménagées en pente douce conduisant les eaux de pluie vers la mare située à l'Est de la zone. Une végétation naturelle s'est déjà développée en bordure de la mare. Les talus limitrophes de l'installation de traitement sont végétalisés avec des plantes pionnières. Les zones ont bien été reboisées sur les zones prévues repérées sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires sus-visé. Les plantations ont été réalisées en décembre 2021 par la société Eric DUNOU. 17 500 plants ont été plantés sur 106 270 m². Les essences fournies sont conformes à la liste indiquée dans l'APC. Un filet de protection est présent autour de chaque plant afin de les protéger des lapins et chevreuils.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>